

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE 2 février 2026

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FGR-FP de 14 h 30 à 16 h 30. Sept organisations étaient présentes (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires). FO avait choisi la date du 2 janvier pour cette réunion, mais s'est déclarée, une semaine avant, « indisponible ce jour ». La CFTC attend un mandat du congrès confédéral en mars pour participer au G9. L'UNIRS Solidaires était représenté par Anne Millant et Patrice Perret.

La FGR-FP, organisation invitante, introduit la discussion sur le contexte national.

La loi de finances sera adoptée ce jour par l'utilisation de plusieurs 49.3. Le pouvoir impose sa politique opposée aux attentes de la population. Le bloc central-libéral-RN agit contre les intérêts des salarié·es, mais les actions dont la nôtre ont réussi à repousser l'absence de revalorisation des pensions, la suppression des 10 %, l'année blanche, les franchises médicales, la remise en cause de l'ALD, le déremboursement de médicaments, ... Malgré tout, le gouvernement a fait passer l'essentiel de ces mesures libérales, un soutien massif aux entreprises, le déséquilibre des finances publiques, un déficit de 23 milliards d'euros de la Sécu et 60 milliards pour l'état, la dette, la politique de l'offre financée sur le travail et les services publics. Fiscalité et capital ont fait irruption dans les débats avec la taxe Zucman, le pacte Dutreil, la défiscalisation dans les holding, ... tout ça pour donner 107 milliards d'euros aux actionnaires (+10 % par rapport à 2024) malgré une baisse de 30 % d'activité des entreprises. Les conséquences sont énoncées dans la déclaration de Le Cornu, la diminution en euros courants des crédits aux services publics (donc amputés du montant de l'inflation de 0,9%), la désindustrialisation, ... Le rapport de RTE annonce une surproduction annuelle d'électricité à cause de la baisse de l'industrie. Capgemini licencie, Cristal d'arc ferme, des données confidentielles sur l'autonomie passent dans le cloud des USA par suite du transfert de la gestion de comptes (Enedis ...). Les attaques contre le travail continuent, le Medef réclame un Smic jeune, le LFSS fixe un Ondam en dessous des besoins, le gouvernement poursuit sa politique de décentralisation en réfléchissant à un transfert des aides à domicile de l'ARS vers les collectivités territoriales aux moyens insuffisants et inégaux, il annonce une suite aux attaques contre les salaires, la protection sociale, la retraite, en ciblant d'autres particularités, comme les droits familiaux et pensions de réversion, qui est pourtant la seule ressource de près d'un million de femmes, car il a compris qu'il ne pouvait pas allonger la durée de cotisation, il vise maintenant la remise en cause de la réversion qui est pourtant la seule ressource de près d'un million de femmes.

Discussion et décisions sur l'action

La FSU partage cette introduction complète et claire. Elle ajoute que 4 experts ont été nommés pour faire le lien entre Sécurité sociale et les complémentaires santé, c'est un signal pour, dans 6 mois, un nouveau développement des complémentaires au détriment de la Sécu. Il s'agit d'une offensive très forte, qui vient après des transferts importants de la Sécu vers les complémentaires. C'est grandement inquiétant. Nous devons nous exprimer de façon forte et agir ensemble.

La CGT partage la présentation et les craintes, notamment sur les travaux concernant l'autonomie, sur le projet d'intégrer l'Agirc-Arrco à la CNAV, sur le rapport de la cour des comptes qui demande que l'autonomie soit prise en charge par la branche maladie (à ce moment, les autres organisations disent que l'autonomie dans la maladie est notre revendication). On ne sait encore rien sur la loi de finances. Le patronat teste en proposant des horreurs. Si nous avons obtenu des bougés, c'est au prix de la destruction du financement de la Sécu, qui est en lien avec la baisse des cotisations. Nous sommes réunis pour mobiliser ensemble, la CGT propose une action début avril car mars est occupé par l'interpellation des candidat·es aux élections municipales puis par les vacances scolaires. La CGT reconnaît un couac dans la procédure de décision collective, après la décision de sa Commission Exécutive, elle aurait dû au moins appeler les responsables du G9, voire même organiser une courte réunion en visio, pour informer le G9. Le 8 mars, la CGT a du matériel sur les droits familiaux, dont un diaporama. Le bureau de la CGT avait lancé une carte pétition sur la Sécu qu'elle a voulu remettre au 1^{er} ministre qui a refusé de la recevoir et a renvoyé au ministère de la santé. Elle propose aux autres organisations de signer sa pétition et de l'appuyer pour la remettre au 1^{er} ministre.

Solidaires répond sur l'action décidée par la CGT. Les équipes ne sont pas chaudes pour une action immédiatement, celle du 6 novembre n'a mobilisé que les militant·es. Le pouvoir d'achat est moins mobilisateur, dans une période de faible inflation et de respect (imposé par les mobilisations) du code de la Sécu de revalorisation des pensions selon l'inflation : le graphique (envoyé avant la réunion) montre toujours 3,2 points d'écart entre inflation et pension depuis début 2017, mais un cumul des pertes mensuelles qui augmente légèrement à 3,6 mois. On a beaucoup perdu au début de Macron, et ces pertes n'ont pas été rattrapées. En revanche, la santé mérite une mobilisation, tout ce que la mobilisation a bloqué va revenir dans le prochain PLFSS. Pour mobiliser massivement, au-delà des militant·es, nous devons réfléchir aux arguments, faire le lien entre ce que vit, subit la population et la politique de remise en cause de la Sécu, d'économies sur la santé, qu'il faut combattre.

La FSU insiste sur la nécessaire action par rapport à ce qui se passe. Ce n'est pas facile sur le pouvoir d'achat, les personnes qui arrivent en retraite ont vu la pension augmenter, les plus anciens aussi quand ils ne regardent pas l'inflation. La santé est plus porteuse, il faut travailler à l'accès aux soins, au fait de passer 8 heures aux urgences, aux franchises médicales, aux 10 %, à la remise en cause de l'ALD et des franchises qui vont revenir.

La CFE-CGC raconte qu'un journaliste, lors de la dernière manifestation, a montré une courbe montrant que, depuis 2021, les pensions ont plus augmenté que les salaires ... le choix des dates peut faire montrer n'importe quoi. Le pouvoir d'achat n'est plus le sujet porteur, mais la santé est plus porteuse.

La FGR-FP insiste sur la persistance des attaques contre le travail et sa rémunération. Ils testent les limites de leurs attaques et avancent là où c'est possible pour diminuer de coût du travail, et donc le financement de la protection sociale. Nous devons montrer la cohérence de ces attaques pour augmenter leurs marges. Le pouvoir d'achat interpelle, le décrochage pour les actifs diminue. Le gouvernement veut décentraliser la gestion des ARS, avec pour objectif de baisser la masse salariale de 20 %. Le nombre de naissances baisse, pendant que le nombre de décès de nourrissons augmente, et que l'espérance de vie en bonne santé diminue. Cela démontre que la situation se dégrade à tous les niveaux. Le gouvernement va avancer au maximum. Il faudrait réactiver le natalisme plutôt que de taper sur les retraités. Depuis 3 ans les attaques contre les retraité·es s'amplifient.

Ensemble & Solidaires informe que le Haut Conseil de l'Age travaille sur l'isolement, sur les personnes qui meurent seules chez elles, mais c'est un thème moins mobilisateur. La lettre de la CNAV évoque la baisse des pensions à cause de la hausse des cotisations, Le budget de l'éducation nationale (7 % du PIB) est inférieur à celui des pensions (14 % du PIB), ce qui fait dire que les retraité·es sont gâté·es, les gens ne comprennent rien, il faut de la pédagogie.

La FSU insiste sur la santé et l'autonomie, l'évolution de l'espérance de vie et de la mortalité infantile. La santé est mal prise en charge, il manque de spécialistes, de tout. La décentralisation de l'autonomie, c'est une mission balancée aux départements, sans moyens. La situation se dégrade à tous les maillons de la chaîne. Le vieillissement du pays n'est pas pris en charge.

Solidaires rappelle que, pour l'autonomie et la santé, il faut reprendre nos revendications sur la professionnalisation de la filière et des métiers, augmenter les salaires des personnels. C'est la condition indispensable pour développer les aides.

Pour la CGT, la santé déroule tout, la pension, le logement, ... Dans les réunions, tout le monde rouspète et veut agir mais ne pense pas à la même action. On peut se faire entendre. Nous n'avons pas d'allié dans la presse, il faut agir. Le ministère santé a déjà été l'objectif d'une de nos actions, mais nous pouvons aller voir la nouvelle ministre. Début avril, le 2, est le seul créneau après les élections et les vacances, avant les congrès syndicaux. Il faut prendre la santé par le bon bout, pas seulement l'hôpital, mais aussi les dépassements d'honoraires, les accueils santé dans des centres municipaux. Parmi la faune des candidats sur les marchés, leurs tracts politiques sont refusés, pas les nôtres. Le gouvernement a entendu les problèmes, il développe les maisons de santé qui emploient des personnels libéraux, mais offre une réponse au retraité qui a son accueil.

LSR informe qu'à leur CA mercredi prochain, sera posée la question de l'action, action qui permet d'obtenir des choses, car le 0,9 % ne compense pas les pertes. Nous interpellons les municipalités sur la gratuité des transports collectifs. Une maison de santé est un centre privé. Nous devons nous mobiliser pour les services publics. Le 1^{er} mai arrive, dans une période de l'échec du gouvernement de faire travailler ce jour-là.

La CFE-CGC insiste sur la généralisation du SPDA, service public départemental de l'autonomie. Les départements l'ayant expérimenté ont reçu 40 000 €, ce budget sera reconduit probablement. Le 8 mars, nous serons dans la manif interpro. Il ne faut pas compter sur une pulsion de la CFE-CGC pour le 2 avril, qui sera déjà amputé de FO et CFTC. En interne, nous sommes en cours de renouvellement dans les départements, les nouveaux sont en cours de formation, en attente. Le congrès confédéral de juin connaîtra un changement de présidence, pour la première fois, deux listes seront en concurrence, ce sera difficile (Les organisations présentes comprennent qu'une des listes est poussée par le RN). Dans de telles circonstances, la CFE-CGC retraités n'est pas sûre d'appeler au 2 avril.

La FGR-FP rappelle que nos mobilisations ont permis de gagner sur la revalorisation, le 10 % dans une période de fortes attaques. Défendre la santé mérite de poser la question la plus unitaire possible, d'insuffler un élan, car la santé fédère la protection sociale, la rémunération du travail, les cotisations, le travail et le salaire des jeunes.

La date du 2 avril est imposée par la CGT, on le sent mal. Après les municipales et avant les présidentielles nous devons poser les problèmes de la santé. D'autres dates sont possibles, pourquoi pas un ou quelques jours avant ou après ? L'année dernière, nous avons été reçus par tout le monde, très probablement parce que des ordres avaient été donnés, c'est à reproduire.

La CGT est d'accord pour choisir la santé comme thème de mobilisation. Le premier ministre nous renvoie vers le ministre du travail, mais nous allons insister avec les organisations du G9 qui le souhaitent.

La FGR-FP propose de rédiger un communiqué de presse sur le périmètre de la santé, qui appelle à la mobilisation, interpelle les ARS ou le préfet pour provoquer un débat dans le pays, entre les municipales et les présidentielles. Il faut tirer le bilan de la période passée, si on fait, on peut, si on ne fait pas ... La démarche unitaire peut inclure une demande de rencontre au 1^{er} ministre.

La CGT pense que le mouvement politique a besoin du social, quel que soit le gouvernement. Des équipes demandent, après le 2 avril, une action nationale à Paris. L'ARS a déjà été un objectif de mobilisation, mais c'est elle qui donne les finances !

Solidaires insiste pour que le G9 puisse choisir la date. Par exemple, le jeudi 26 mars vient après les municipales.

La CGT répond que le 2 est décidé. La CGT discute de l'action depuis novembre et a décidé le 2 avril qui ne peut pas être changé. Elle reconnaît que le G9 ne doit pas être soumis à une organisation, mais la CGT est là pour porter une action. FO n'apprécie pas de se voir imposer une date, mais FO a choisi la date de réunion d'aujourd'hui, et FO n'est pas là.

Pour la FSU, nous dire « on a décidé le 2, vous pouvez décider de venir ou pas »... c'est embêtant. Il aurait fallu nous proposer une période, une semaine d'action. Les équipes dans les départements ont leurs habitudes et peuvent préférer un autre jour que le jeudi. Ce serait plus intéressant, c'est à retenir pour le futur.

Décisions de compromis sur l'action :

- Les organisations présentes décident un communiqué de presse sur l'analyse de la situation dans la santé. La FGR-FP est chargée de la rédaction d'un projet qui sera proposé à la signature des organisations.
- Il est décidé ensuite un deuxième communiqué (sans la CFE-CGC) annonçant une action sur le thème de la Santé (à partir du texte de la FGR-FP) : une semaine d'action entre le lundi 30 mars et le samedi 4 avril sur les questions de la santé, avec un temps fort le 2 avril, jour d'une demande d'audience au premier ministre. Il est proposé aux départements de s'organiser pour mobiliser le plus massivement possible dans cette période.

Le 8 mars

Solidaires a envoyé, avant cette réunion, une proposition de tract reprenant une expression rédigée par la FSU.

La FSU remarque que le texte porte essentiellement sur les réversions, de façon trop complète pour un tract court. Le tract doit aussi aborder l'inégalité des pensions entre femmes et hommes, faire le lien avec les réversions, aborder les violences envers les personnes âgées (thème peu travaillé), introduire l'isolement des personnes âgées (en utilisant le travail des petits frères de pauvres). Le texte proposé par **Solidaires** doit être utilisé, sous forme d'un argumentaire.

Ensemble & Solidaires pense que le texte est un bon argumentaire mais pas un tract. Elle demande de ne pas aborder la réversion dans le tract car elle sera abordée dans son congrès qui donnera une position.

La CGT est d'accord pour une expression sur la réversion mais plus courte, elle a du matériel spécifique. Les retraités CGT se mobiliseront dans leur confédération.

La FGR-FP constate que la réversion est particulièrement attaquée, ce qui accentue les inégalités et défavorisent les femmes. Oui pour aborder les violences, les comportements déplacés, ... mais mettre en exergue la situation dans le monde du travail, de la rémunération du travail. Des personnes à jusqu'à suppression de la réversion, chacun vit avec le résultat de ce travail.

Décision : pour le 8 mars, la FSU rédige un projet de tract court, qui aborde l'inégalité des pensions entre femmes et hommes, qui fait le lien avec la volonté de remettre en cause les pensions de réversions, qui aborde les violences envers les femmes âgées, qui introduit leur isolement, ...

Expression sur les droits familiaux et conjugaux

La CGT « qui est là pour agir » et pas seulement pour rédiger des documents, trouve l'argumentaire long.

Solidaires avait envoyé avant la réunion une synthèse du dernier rapport du COR qui propose des évolutions, notamment :

- Majorations de pension aux seules personnes interrompant leurs activités, attribuées dès le premier enfant : 5 % pour un enfant, 10 % pour deux et 20 % pour trois enfants et plus, toujours dans une logique nataliste.
- Réversions ouvertes à toutes les formes de couple, mariés ou non, avec un calcul qui maintient le niveau de vie du conjoint survivant et qui diminue les dépenses de réversion de 13 % en 2070.

Cette « réforme » diminuerait les prestations totales (droit direct et réversion) de 2,5 % en 2050 et 1,3 % à l'horizon 2070

CFE-CGC et FO sont contre la revendication de l'extension de la réversion à tous les couples, il faut être marié pour en bénéficier. Il n'est pas possible de revendiquer l'extension dans nos expressions.

Décision : pour les droits familiaux et conjugaux et le texte de l'argumentaire réalisé en décembre, Solidaires reprend le projet de texte en intégrant les remarques que chaque organisation va lui envoyer, en tenant compte de l'actualité des éléments contenus dans le dernier rapport du COR.

Questions diverses

La FGR-FP note la stratégie de la ministre santé : déconcentration de l'ARS, mettre la gestion des Ehpad au national et le virage domiciliaire dans les départements par le SPDA service public départemental de l'autonomie.

La CFE-CGC informe que, sur le fléchage d'une partie de la CSG aux collectivités territoriales, la CNSA et le HCA ont voté contre.

Prochaine réunion : mercredi 11 mars à 10 h à la FGR-FP